



Un bien public c'est bon pour le pouvoir d'achat & le développement industriel

Rien n'est joué !

Le 14 octobre,
tous ensemble,
pour le
service public de
l'Énergie

Le projet de Loi, voté
en première lecture à
l'Assemblée
Nationale par les
seuls députés de
droite, consiste à
livrer le service
public du gaz et de
l'électricité au privé.



L'histoire
récente du
CPE
démontre
qu'une loi
votée à
l'Assemblée
Nationale n'est pas
forcément inscrite dans le
marbre !



D'autant que cette décision est prise
contre l'avis de tous les syndicats de
l'entreprise et des confédérations.

Les récents sondages démontrent
également que **les citoyens sont contre
cette perspective à 88 %**.

Il s'agit donc bien d'un déni de
démocratie. Comme pour le CPE, le
gouvernement et le parti majoritaire UMP
sont isolés.

Ne pas attendre...

L'expression massive des salariés et de
la population peut à nouveau être
déterminante.

Ensemble, exigeons le maintien du
service public de l'énergie pour la
production et la distribution du gaz et de
l'électricité.



**EDF et GDF doivent être au
service de tous et non des
seuls profits pour quelques
uns.**

Tous concernés par le pouvoir d'achat

Dans un premier temps, la décision de
privatisation aura inévitablement des
répercussions sur notre pouvoir d'achat
et nos conditions de vie.

Dans tous les pays où l'énergie a été
livrée à la concurrence, les
conséquences sont identiques.

C'est l'augmentation des prix, la
dégradation des services, les
investissements en baisse.



Le budget des familles, consacré aux dépenses d'énergie, a connu, dans la dernière période, des hausses trop importantes.

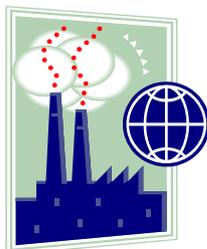
Ces augmentations tarifaires, effectuées par le gouvernement avaient pour objectif de rendre GDF attractif en vue de sa privatisation.



Aller vers une liberté totale exploserait les prix. L'exemple du pétrole illustre concrètement l'avenir en la matière.

Cela accentuera encore plus l'exclusion des familles modestes. **C'est le droit à l'énergie qui serait remis en cause.**

Dans les entreprises de la Métallurgie, les mobilisations des salariés, avec leurs organisations syndicales, s'organisent pour exiger des augmentations de salaires.



Ainsi, le **5 octobre**, plus de 700 salariés du groupe BULL se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise, à l'appel des syndicats :

CGT / CFDT / CGC / CFTC / FO et UNSA, pour obtenir une hausse des salaires.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT appelle le 26 octobre à une journée nationale d'actions sur les salaires et le pouvoir d'achat.

Ne laissons pas les requins de la finance, nous reprendre, par le biais de l'électricité ou du gaz, ce que nous gagnons par les luttes.

Tous concernés par le développement industriel

Cette décision de privatisation aura des impacts sur notre industrie et son développement. D'ores et déjà, nous avons des expériences concrètes, puisque la déréglementation a permis, ces dernières années aux gros industriels, de quitter le service public pour s'alimenter auprès du marché privé.

Ceux qui ont fait ce choix le regrettent amèrement, car les prix ont grimpé en flèche, de l'ordre de 30 % par an. Ces coûts supplémentaires ne manqueront pas d'être reportés par les entreprises sur les salariés et les consommateurs.

Dans une période où l'industrie, avec notamment, la métallurgie qui connaît une situation préoccupante pour l'emploi et son devenir, une augmentation importante des coûts de l'énergie fragiliserait encore plus notre profession.

L'activité industrielle et son développement sont intimement liés à la qualité de nos services publics et donc de l'approvisionnement de l'énergie à des coûts stables.

C'est pour cela que nous exigeons la mise en place d'un pôle public national accompagné d'une fusion 100 % publique d'EDF et GDF.



La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT, appelle les salariés à participer massivement aux rassemblements locaux le samedi 14 octobre 2006 Ensemble, nous pouvons gagner !